



Plan Local d'Urbanisme de la commune de

Camiers



REÇU LE

22 AOÛT 2011

SOUS-PREFECTURE
de MONTREUIL-sur-MER

Révision

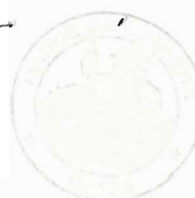
NOTICE SANITAIRE

*Va pour être annexé
à la Dem du 06/07/2011*

Approuvé le : 24 Février 1993
Mis en révision le : 07 Novembre 2002
Arrêté le : 13 Avril 2010
Approuvé le : 06 Juillet 2011

Le Maire

Jacques LUPIN
Jacques LUPIN



EAC
Etudes Cartographes

6/ Rue Léon Trulin
59 000 Lille
Tél : 03 20 51 9459
Fax : 03 20 51 9409

EAU POTABLE

I- LE CONTEXTE HYDROGEOLOGIQUE

La nappe de craie du Crétacé est une importante réserve en eau potable. Localement, la vulnérabilité de la nappe est forte du fait de l'absence de recouvrement limoneux ou de sables et d'argile tertiaire peu perméables assurant une protection de la nappe de la craie vis-à-vis des pollutions pouvant provenir de la surface et de la forte fissuration de l'aquifère, notamment les axes des vallons. Toutefois, le bon environnement boisé ou en friches contribue à atténuer sa vulnérabilité aux pollutions.

La nappe littorale, de faible profondeur, présente une grande vulnérabilité aux pollutions de surfaces.

II- GESTION DU RÉSEAU

La compagnie générale des eaux assure l'exploitation par affermage du service public de distribution d'eau potable du syndicat intercommunal de Dannes-Camiers.

La commune est propriétaire des ouvrages de distribution.

En 2006, Camiers comptait 2786 clients, 176 959 m³ consommés, et 71 km de réseau d'eau potable.

III- ALIMENTATION

Toute l'alimentation de la commune s'effectue à partir 2 forages situé aux lieux-dits de *la Maison de la Dune* et de *La Côte Dandan*, tous deux localisés à Camiers dont les profondeurs sont respectivement de 20,1 m à 55 m avec pour débits unitaires 50 et 90m³/h.

C'est captages ont été protégés par arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique du 5 juin 2007 définissant 3 périmètres de protection sur le territoire de Camiers.

IV- PRODUCTION

Au cours de ces dernières années, la production d'eau par installation de production a évolué de la façon suivante :

	2003	2004	2005	2006
Forage de la cote Dandan	26 110 m ³	28 730 m ³	56 210 m ³	59 310 m ³
Forage de la Maison de la Dune	117 210 m ³	309 730 m ³	228 720 m ³	240 083 m ³
Volume produit total	143 320 m³	338 460 m³	284 930 m³	299 393 m³

Après avoir connu une période de forte augmentation au cours de l'année 2004, la production d'eau potable a ensuite diminuée en 2005 pour reconnaître une légère augmentation en 2006, arrivant ainsi à une production de 299 393 m³.

Evolution des volumes

Camiers

	2002	2003	2005	2005	2006
Volumes importés	/	143 320	338 460	284 930	299 475
Volume d'eau potable introduit	276 859	303 036	338 460	284 930	299 475
Volumes consommés sur 52 sem. + Volumes exportés	236 285	245 308	234 057	224 228	239 635
Rendement du réseau	85,3%	81,0%	69,2%	78,7%	80,0%
Nombre de fuite par km de canalisation	0,13	0,06	0,02	0,19	0,09

Source : La compagnie générale des eaux

L'évolution des « Volumes consommés sur 52 semaines + Volumes exportés » est liée à la nouvelle méthode de comptabilisation des volumes d'eau vendus vers les autres collectivités dans le cadre de l'application des conventions vente d'eau.

En 2006, le rendement de réseau s'établit à 80%. De façon générale, la perte en eau résulte de plusieurs composantes : la consommation sans comptage, le sous comptage des compteurs abonnés, les remises accordées aux abonnés lors de la surconsommation sur fuites invisibles, les besoins propres aux services des eaux, les fuites sur réseau.

V- STOCKAGE ET DISTRIBUTION

L'eau provenant des forages est refoulée dans les réservoirs semi enterrés situés le long du CD 148 à côté du captage de la Maison de la Dune et le long de la RD 148^E, à l'ouest de Beauregard. Ces réservoirs ont une capacité respective de 600 m³ et 1000 m³ dont le niveau piézométrique est maintenu 20,1m NGF et 55m NGF.

L'eau provenant de la Côte Dandan alimente directement le réseau fonctionnant en refoulement. La distribution de l'eau se réalise entre ce réservoir et le forage de la Maison de la Dune. La distribution de l'eau dans le reste de la ville se fait gravitairement depuis le réservoir.

VI- RÉSEAU

En 2006, la commune de Camiers présente 71 Km de réseau d'eau potable. Il y a 2344 branchements sur le réseau de la commune.

VII- CONSOMMATION

Evolution du Nombre de Clients

	2002	2003	2004	2005	2006
Particuliers	2470	2537	2626	2647	2766
dont domestiques	2468	2535	2610	2630	2747
dont collectifs	2	2	16	17	19
Municipaux	20	19	19	20	20
dont bâtiments Communaux	18	17	17	18	18
dont appareils publics	2	2	2	2	2
Nombre total de clients	2490	2556	2645	2667	2786

De 2002 à 2006, le nombre de foyers abonnés ne cesse d'augmenter, la consommation augmente également. Ainsi, en 2006, on compte dans la commune, 2786 clients pour un volume vendu de 176 959 m³.

Répartition des volumes vendus

	2002	2003	2004	2005	2006
Particuliers	183 697 m ³	182 235 m ³	184 570 m ³	174 831 m ³	172 658 m ³
dont domestiques	167 253 m ³	169 119 m ³	168 996 m ³	160 969 m ³	158 277 m ³
dont collectifs	16 444 m ³	13 116 m ³	15 574 m ³	13 862 m ³	14 381 m ³
Municipaux	4072 m ³	4352 m ³	4572 m ³	4621 m ³	4301 m ³
dont bâtiments Communaux	3884 m ³	4336 m ³	4550 m ³	4530 m ³	4274 m ³
dont appareils publics	188 m ³	16 m ³	22 m ³	91 m ³	27 m ³
totaux	187 769 m ³	186 587 m ³	187 142 m ³	179 452 m ³	176 959 m ³

Le volume vendu est celui constaté sur les factures rattachées à l'exercice. Il est égal au volume consommé total diminué des consommations nécessaires au service, des dotations gratuites et des éventuels forfaits de consommation.

A partir de 2004, les volumes consommés diminuent en valeur absolue comme relative est essentiellement liée à la diminution des volumes consommés par la clientèle de particuliers « domestiques ».

VIII- QUALITE DE L'EAU

En 2006, la Compagnie Générale des Eaux a effectué plusieurs analyses de surveillance selon le type de paramètres (bactériologiques ou physicochimique) et le contexte de l'analyse. Ces chiffres intègrent les prélèvements réalisés à la ressource sur l'eau produite et sur l'eau distribuée.

	Contrôle officiel	Surveillance par le Délégué	Analyses supplémentaires
Bactériologique	30	25	9
Physico-chimique	118	15	4

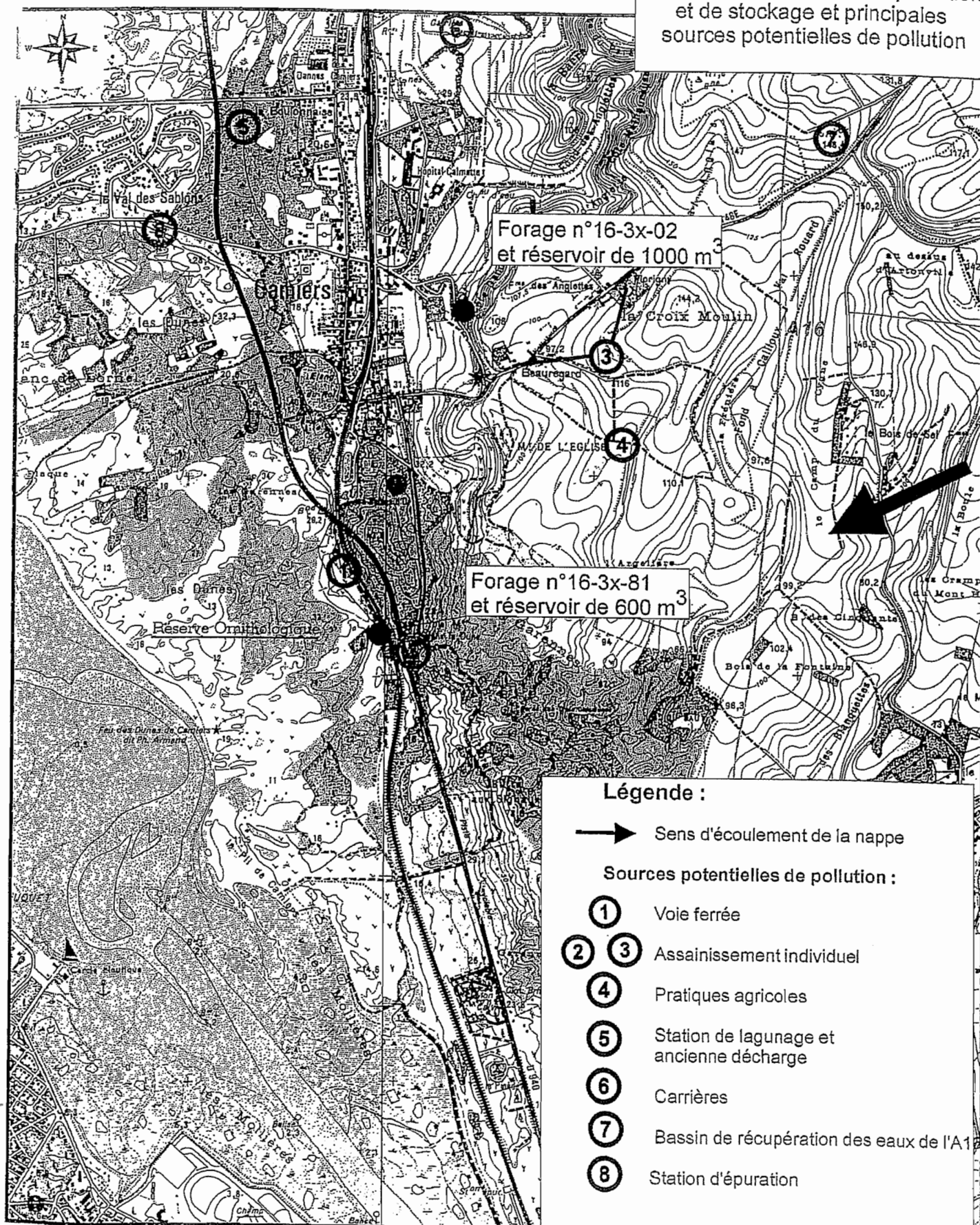
Le taux de conformité de l'eau à la ressource est de 100% sur la base du contrôle officiel et de l'auto surveillance du délégué.

Sur la base du contrôle officiel, le taux de conformité de l'eau distribuée s'établit à 100% pour les analyses bactériologiques et physico-chimiques de la DDASS

IX- SITUATION FUTURE

Les principales orientations affichées par le projet de PLU n'ont pas d'incidences, en terme de renforcement, sur le réseau d'eau potable actuel. En effet, ne sont repris en zone urbaine que des terrains équipés. Les extensions urbaines envisagées ne se feront qu'au travers de zones d'urbanisation future dites AU dont les équipements internes sont à la charge de l'aménageur. Le groupe de travail s'est attaché à ce que chacune de ces zones soit desservie, en périphérie, par un réseau de capacité suffisante de manière à ce que la desserte en eau potable interne à la zone, une fois réalisée, puisse se raccorder convenablement au réseau existant.

Communes de Dannes-Camiers
Position des ouvrages d'exploitation
et de stockage et principales
sources potentielles de pollution



Volume importé : Volume d'eau achetée (ou importée)

Volume mis en distribution : Volume d'eau produit + volume d'eau acheté (ou importé) - volume d'eau vendu en gros (ou exporté)

Volume mis en distribution : Volume d'eau produit + volume d'eau acheté (ou importé) - volume d'eau vendu en gros (ou exporté)
exclusive des liens implantés sur le territoire du service (donc hors vente en gros ou exporté)
volume produit + volume acheté (ou importé) - volume vente en gros (ou exporté)

Volume produit : Volume issu des ouvrages de production du service pour être introduit dans le réseau

Volume vendu : Volume facturé total

Volume vente en gros : volume d'eau potable cédé à un autre service non géré par la société

2. Les contrôles de l'eau dans le détail

Conformité sur l'eau produite et distribuée

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses et leur conformité en distinguant les paramètres soumis à **Limites de Qualité** des paramètres soumis à **Références de Qualité**²

	Contrôle Officiel		Surveillance par le Déléguataire	
	Nb total de résultats d'analyses	Conformité aux Limites / Respect des Références	Nb total de résultats d'analyses	Conformité aux Limites / Respect des Références
Paramètres soumis à Limite de Qualité				
Bactériologique	12	12	10	10
Physico-chimique	54	54	0	-
Paramètres soumis à Référence de Qualité				
Bactériologique	18	18	15	15
Physico-chimique	50	50	15	15

² Les paramètres soumis à une limite de qualité sont analysés en continu, les paramètres soumis à une référence de qualité sont analysés ponctuellement.

Extrait de paramètres physico-chimiques

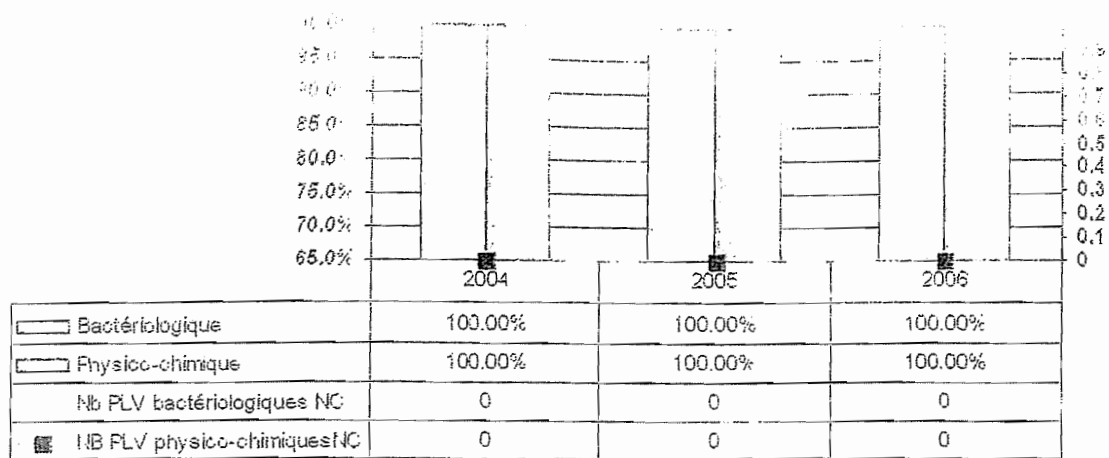
Contrôle Officiel et Surveillance par le Délégué

	Nb total de résultats d'analyses	Conformes aux Limites ou aux Références de Qualité	Type de seuil
Atrazine	1	1	Limite de Qualité
Simazine	1	1	Limite de Qualité
Terbutylazine	1	1	Limite de Qualité
Déséthylterbutylazine	1	1	Limite de Qualité
Turbidité	11	11	Limite et Référence de Qualité
Nitrates	1	1	Limite de Qualité
Fer total	1	1	Référence de Qualité
Carbone Organique Total	0	-	Référence de Qualité

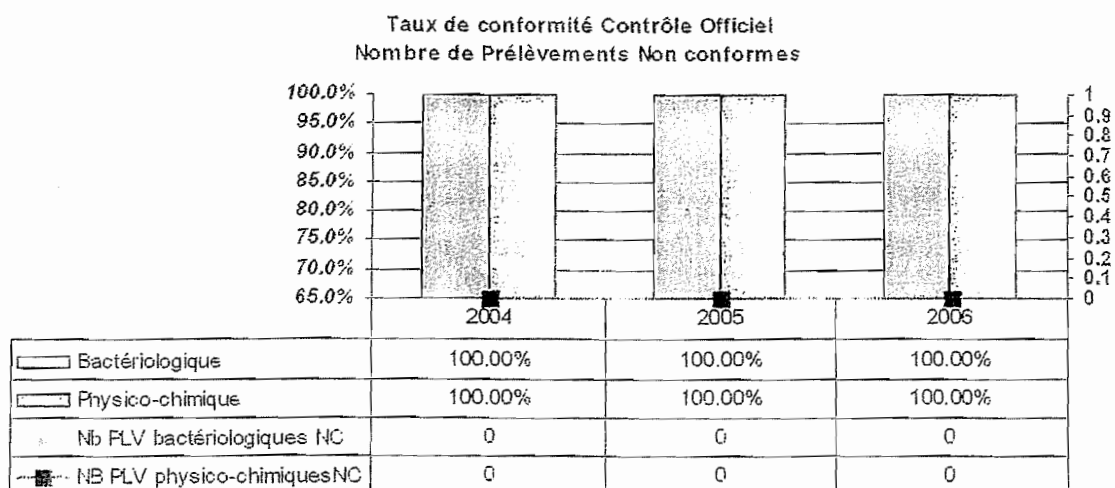
Taux de conformité

Limite de qualité	Contrôle Officiel		Surveillance du Délégué		Contrôle Officiel et Surveillance du Délégué	
	Nb PLV total	Nb PLV Conformes	Nb PLV total	Nb PLV Conformes	Nb PLV total	Nb PLV Conformes
Bactériologie	6	6	5	5	11	11
Physico-chimie	2	2	0	0	2	2

	Taux de conformité Contrôle Officiel	Taux de conformité Surveillance du Délégué	Taux de conformité Contrôle Officiel et Surveillance du Délégué
Bactériologie	100.0%	100.0%	100.0%
Physico-chimie	100.0%	-	100.0%



Taux de conformité globale (contrôle officiel uniquement)



3.2. Qualité de l'eau

Le tableau ci-dessous résume les résultats des analyses effectuées en 2006 sur l'eau distribuée par la commune.

Paramètre	mm	mm	mm	mm
			à analyser	mm
Dureté	21,4	29,182	10	°F
Calcium	82,7	109	6	mg/l
Magnésium	3,3	4,6	6	mg/l
Pesticides totaux	0,02	0,12	4	0,5 µg/l
Nitrates	7,8	15	10	50 mg/l
Sodium	19,4	25,8	6	200 mg/l
Potassium	1,4	3,8	6	mg/l
Chlorures	34	43	10	250 mg/l
Sulfates	21	41	10	250 mg/l
Fluorures	70	150	6	1,500 mg/l

3. Les clients et la consommation d'eau

Clients

Le nombre de clients constaté au 31 décembre 2006 par catégorie et son évolution figurent au tableau suivant :

	2002	2003	2004	2005	2006	N/N-1
Nombre total de clients	2 490	2 556	2 645	2 667	2 786	4,5 %
dont domestiques	2 468	2 535	2 610	2 630	2 747	4,4 %
dont collectifs	2	2	16	17	19	11,8 %
dont bâtiments communaux	18	17	17	18	18	0,0 %
dont appareils publics	2	2	2	2	2	0,0 %
Volume vendu total (m3)	187 769	186 587	187 142	179 452	176 959	-1,4 %

PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS



Direction Départementale
de l'Agriculture et de la Forêt

**Captage d'eau potable
du Syndicat Intercommunal de DANNES-CAMIERS**

**sis sur le territoire de la commune de CAMIERS,
au lieu dit « LA MAISON DANS LA DUNE »**

ARRETE PREFECTORAL

**Déclaration d'utilité publique concernant la dérivation des eaux souterraines et l'instauration de périmètres de
protection autour du captage**

Autorisation d'utilisation à des fins de consommation humaine

Autorisation de prélèvement au titre du Code de l'Environnement (livre II, titre 1^{er})

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU la délibération en date du 3 avril 1997 par laquelle le Syndicat Intercommunal d'Adduction et de Distribution d'Eau Potable de DANNES-CAMIERS :

1°) sollicite la Déclaration d'Utilité Publique concernant la dérivation des eaux souterraines et l'instauration de périmètres de protection pour son installation de prélèvement d'eau de nappe, utilisée à des fins domestiques et située sur le territoire de la commune de CAMIERS.

2°) prend l'engagement d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les préjudices directs matériels et certains qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux et l'instauration de servitudes autour des installations de prélèvements d'eaux souterraines.

VU les pièces des dossiers d'enquêtes produites à l'appui de la demande et notamment le rapport de fin de consultation des services en date du 7 mars 2006 ;

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L. 1321 et R. 1321 ;

MISSION INTER SERVICES DE L'EAU

VU le Code de l'expropriation ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le Code de l'Urbanisme ;

VU le Code de l'Environnement, notamment le livre II et les articles L 214 et L 215-13 ;

VU la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU la circulaire interministérielle du 8 janvier 1993 concernant l'application de l'article L 214-15 du Code de l'Environnement et relative aux périmètres de protection des captages des eaux destinées à l'alimentation humaine ;

VU la circulaire interministérielle du 2 janvier 1997 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine ;

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article L.214-3 du Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article L.214-2 du Code de l'Environnement, et notamment la rubrique 1.1.1 concernant le prélèvement d'eaux souterraines ;

VU le décret n° 2006-570 du 17 mai 2006 relatif à la publicité des servitudes d'utilité publique instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant le code de la Santé Publique ;

VU la circulaire n° 95-56 du 20 Juillet 1995 relative à l'annexion au Plan d'Occupation des Sols des servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 août 2006 prescrivant l'ouverture, dans la commune de CAMIERS, du 16 octobre 2006 au 10 novembre 2006 inclus, des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire ;

VU les résultats des enquêtes conjointes et les procès-verbaux du commissaire-enquêteur en date du 30 novembre 2006 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 5 avril 2007 ;

VU le porter à connaissance de M. le Président du Syndicat Intercommunal de DANNES-CAMIERS en date du 18 avril 2007 ;

VU l'absence de réponse du pétitionnaire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 06-10-50 du 12 juin 2006 portant délégation de signature ;

CONSIDERANT :

- que l'avis du commissaire-enquêteur est favorable ;

- que la mise en place de périmètres de protection autour du captage d'eau potable de CAMIERS est indispensable à la préservation de la qualité de l'eau distribuée à la collectivité ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais et de Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt :

ARRETE

ARTICLE 1er : Déclaration d'Utilité Publique :

Sont déclarés d'utilité publique la dérivation des eaux souterraines et l'établissement de périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour du captage d'eau potable du Syndicat Intercommunal de DANNES-CAMIERS, situé à CAMIERS, au lieu dit « la Maison dans la Dune », tels qu'ils figurent sur le plan de délimitation et parcellaire ci-annexé.

ARTICLE 2 : Autorisation de prélèvement

2.1. Le Syndicat Intercommunal de DANNES-CAMIERS est autorisé à utiliser une partie des eaux souterraines recueillies dans ce captage, situé à CAMIERS lieu dit "La Maison dans la Dune", en vue de la consommation humaine.

2.2. Le prélèvement d'eau par le Syndicat Intercommunal de DANNES-CAMIERS ne pourra excéder :

90 m³/heure, 1120 m³/jour, 260 000 m³/an

2.3. Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, le Syndicat Intercommunal de DANNES-CAMIERS devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le Ministre de l'Agriculture et de la Pêche sur rapport de Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du Pas-de-Calais.

2.4. Le Syndicat Intercommunal de DANNES-CAMIERS devra permettre à toute autre collectivité dûment autorisée par arrêté préfectoral d'utiliser les ouvrages visés par le présent arrêté en vue de la dérivation à leur profit de tout ou partie des eaux surabondantes.

Ces collectivités prendront à leur charge les frais d'installation et d'exploitation de leurs propres ouvrages.

ARTICLE 3 : Caractéristiques du point de prélèvement

Le point de prélèvement d'eaux souterraines déclaré d'utilité publique est repéré, sur la commune de CAMIERS par :

- le lieu-dit : La Maison dans la Dune ;
- son indice national : 16-3X-0081 ;
- ses coordonnées Lambert : X = 548.980 ; Y = 317,160 ; Z = + 10.000 EPD
- la parcelle cadastrale : section AM, parcelle n°25

L'ouvrage de captage d'eau a une profondeur totale de 55 m. La nappe captée est celle de la craie marneuse du Turonien et du Cénomanien.

ARTICLE 4 :

Conformément à l'engagement pris par le Conseil Syndical dans sa séance du 3 avril 1997, le Syndicat Intercommunal de DANNES-CAMIERS devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

ARTICLE 5 : Dispositifs de mesure de suivi et d'amélioration de la distribution

Conformément à l'article L 214-8 du code de l'environnement, l'ouvrage devra être pourvu des moyens de mesure appropriés ; l'exploitant ou, à défaut, le propriétaire est tenu d'en assurer la pose et le fonctionnement. L'ouvrage sera par ailleurs équipé de telle sorte que la mesure des niveaux de la nappe puisse y être faite.

Les données correspondantes seront conservées 3 ans et fournies à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, en cas de demande.

Le Syndicat Intercommunal de DANNES-CAMIERS devra réaliser un état des lieux des consommations, de son réseau et de ses interconnexions avec d'autres réseaux. Ce bilan sera communiqué dans l'année qui suivra la notification du présent arrêté à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt et à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Il sera accompagné d'un programme de mesures à mettre en œuvre pour atteindre un rendement de 75 % du réseau si ce n'est pas déjà le cas et une sécurisation de l'approvisionnement en eau de l'ensemble de la population qu'il dessert notamment en cas de pollution ou en période d'étiage.

Conformément à l'article 15 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993, toute modification apportée, par le Syndicat Intercommunal de DANNES-CAMIERS à l'ouvrage, à son mode d'exploitation et à son affectation de nature à entraîner un changement notable des éléments, devra être portée, avant sa réalisation, à la connaissance de Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.

ARTICLE 6 : Périmètres de Protection

Compte tenu des résultats de l'expertise hydrogéologique et de la consultation administrative, la protection réglementaire du point d'eau peut être envisagée.

Ces mesures de protection sont établies conformément à l'article L.13-21 du Code de la Santé Publique. Elles sont définies comme suit, en fonction de la vulnérabilité de la nappe et du captage, ainsi que de l'environnement existant.

Au vu du rapport de l'hydrogéologue agréé en date du 28 décembre 2004, 3 périmètres de protection sont établis :

- | | |
|---|--------------------|
| - un périmètre de protection immédiate : | 4,79 ha environ. |
| - un périmètre de protection rapprochée : | 155,12 ha environ. |
| - un périmètre de protection éloignée : | 204,86 ha environ. |

ARTICLE 7 : Servitudes et mesures de protection

7.1 - A l'intérieur du périmètre de protection immédiate :

Il doit être acquis en pleine propriété, y compris le chemin d'accès, par le bénéficiaire de la Déclaration d'Utilité Publique, clôturé à une hauteur de 2 m, fermé à clé. Y sont interdits l'accès des personnes et toutes activités autres que celles nécessitées par l'entretien de l'ouvrage. La chambre de captage sera dotée d'un dispositif d'alerte anti-intrusive et d'une signalétique extérieure précisant le maître d'ouvrage, le nom de la commune d'implantation, la désignation du captage et le n°BRGM.

Dans ce périmètre sont interdits le stockage de produits (en particuliers hydrocarbures et phytosanitaires), matériels et matériaux même réputés inertes, l'épandage d'engrais, de produits chimiques ou phytosanitaires. L'aire de ce périmètre pourra être plantée d'arbustes ou d'arbres. Dans le cas où un transformateur électrique équiperait le captage, on vérifiera sa compatibilité avec le Règlement Sanitaire Départemental.

Afin de limiter les risques de débordement du fossé en période hivernale, un merlon de terre devra être mis en place afin d'empêcher l'inondation du périmètre de protection immédiate et de son chemin d'accès.

7.2 - A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée,

sont interdites les activités suivantes :

- le forage des puits autres que ceux nécessaires à l'extension du champ captant et à la surveillance de la qualité,
- l'ouverture, l'exploitation, le remblai de carrières ou d'excavations (profondeur limitée à 2 m),
- l'installation de dépôt, d'ouvrages de transport, de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux, notamment pour les hydrocarbures,
- l'épandage des lisiers, des sous-produits urbains et industriels,
- l'infiltration des eaux usées, d'origine domestique ou industrielle,
- le stockage permanent de matières fermentescibles, de fumier, d'engrais, de produits phytosanitaires, en dehors des installations classées existantes, quelles soient soumises au RSD (Règlement Sanitaire Départemental) ou aux ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement),
- l'implantation de nouvelles installations classées, agricoles ou industrielles,
- l'établissement de toutes nouvelles constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau,
- le camping, le stationnement de caravanes, la création et l'extension de cimetières, la création d'étangs,
- la création de nouvelles voies de communication à grande circulation, l'implantation de bassin d'infiltration d'eaux routières,
- le défrichement de parcelles boisées, le retournement des prairies permanentes sauf si elles sont compensées par l'utilisation systématiques de CIPAN - Cultures Intermédiaires Piège à Nitrates durant la période d'interculture hivernale.

sont réglementées les activités suivantes :

- le pacage des animaux de manière à ne pas détruire la couverture végétale,
- l'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail (à implanter au point le plus éloigné vis-à-vis du captage),
- la modification des voies de communication existantes ainsi que leurs conditions d'utilisation, de manière à éviter les déversements accidentels et l'arrivée des eaux de chaussées vers les périmètres de protection immédiate,

• pour les infrastructures existantes (habitations, locaux industriels, équipements collectifs) sont autorisées les extensions de confort (sanitaire, garage, véranda, terrasse, parking) ; le changement d'usage de ces infrastructures devra rester compatible avec l'enjeu de la protection de la ressource.

Dans ce périmètre, l'épandage d'engrais et de fumiers relève de l'application du code de bonnes pratiques agricoles et sera limité aux quantités directement utiles à la croissance des végétaux.

A noter qu'en périmètre de protection rapprochée la collectivité publique, bénéficiaire de l'autorisation de prélèvements, peut :

1 – en application de l'article R. 1321-13-3 du code de la Santé Publique, instituer un droit de préemption urbain prévu à l'article L. 1321-2, même en l'absence de plan local d'urbanisme.

2 - en application de l'article R. 1321-13-4, en tant que propriétaire, prescrire au preneur des modes d'utilisation du sol afin de préserver la qualité de la ressource en eau, à l'occasion du renouvellement des baux ruraux portant sur ces terrains, et notifier ces prescriptions au preneur dix-huit mois au moins avant l'expiration du bail en cours.

7.3 - A l'intérieur du périmètre de protection éloignée :

La réglementation générale devra être appliquée avec une particulière vigilance vis-à-vis des Installations, Ouvrages, Travaux, Activités (IOTA) susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau distribuée, en particulier les IOTA interdites ou réglementées en périmètre de protection rapprochée.

Dans ce périmètre, l'épandage d'engrais, de fumiers et de lisiers relève de l'application du code de bonnes pratiques agricoles et sera limité aux quantités directement utiles à la croissance des végétaux.

7.4. Mesures d'accompagnement dans le cadre de la mise en œuvre de ces mesures de protection au sein des périmètres de protection :

En outre, la bonne implantation hydrogéologique du captage ne doit pas masquer sa vulnérabilité. Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre de ces mesures de protection, sont prescrites, en tenant compte des recommandations de l'Hydrogéologue Agréé en Matière d'Hygiène Publique, les opérations suivantes :

1. **traitement de l'eau** : un système de désinfection automatique sera mis en place.
2. **chambre de captage** : la mise en conformité sera entreprise ; margelles du puits ; capot de protection ; robinet de puisage pour prélèvement de contrôle ; étanchéité de la tête de forage ; aération ; peinture et propreté ; équipement d'un dispositif d'alerte anti-intrusive.
3. **Stockage de produits dangereux** pouvant altérer la qualité des eaux souterraines : un recensement et la vérification des installations existantes (cuve à fuel notamment) seront entrepris, complétés le cas échéant de mise aux normes de sécurisation (cuvelage étanche, détecteur de fuite).
4. **Assainissement** : mise en conformité effective de l'assainissement non collectif des habitations existantes au sein du Périmètre de Protection Rapprochée, sous contrôle technique exercé par la collectivité.
5. **Volet agricole** : Une campagne de sensibilisation à vocation agronomique sera mise en place à l'initiative du pétitionnaire pour préciser au sein des périmètres l'application du code des bonnes pratiques culturales, la maîtrise des pollutions diffuses d'origine agricole, la maîtrise de la fertilisation et de l'utilisation des produits phytosanitaires ; l'implantation éventuelle de CIPAN (Cultures Intermédiaires Piège à Nitrates), les recommandations de stockage (betteraves, fumiers), ainsi que l'actualisation des plans d'épandage.
A ce titre le pétitionnaire pourra solliciter la Chambre d'Agriculture du Pas-de-Calais pour réaliser cette démarche sous forme de journées d'animation auprès des agriculteurs exploitants au sein des périmètres de protection.

A ce volet sera associé le Conservatoire des sites Naturels du Nord-Pas-de-Calais pour la gestion des sites naturels recouvrant les périmètres de protection.

La qualité des eaux moyenne toutefois avec une concentration en atrazine excessive dont l'origine serait à rechercher (pratiques agricoles en amont-écoulement nappe ou utilisation passée excessive pour le désherbage des voies routières et/ou ferroviaires).

6. **anciens puits, puits de perte** : un recensement et vérification des installations existantes sera entrepris ainsi qu'un rebouchage des puits selon les règles de l'art, au moyen de matériaux inertes et imperméables.
7. **Piézomètres** : un recensement des piézomètres existants et leur mise en sécurité vis-à-vis des risques d'infiltration directe des eaux d'inondation dans la nappe devront être réalisés en concertation avec EDEN 62.

ARTICLE 8 :

Les opérations citées à l'alinéa I de l'article 7 du présent arrêté, ainsi que celles citées à l'alinéa IV de l'article 7 du présent arrêté dont il sera dressé procès-verbal par M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt seront effectuées par les soins de M. le Président du Syndicat Intercommunal de DANNES-CAMIERS.

ARTICLE 9 :

Les installations, activités et dépôts visés à l'article 7 du présent arrêté existant dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée à la date du présent arrêté seront recensés par les soins de Monsieur le Président du Syndicat Intercommunal de DANNES-CAMIERS et la liste en sera transmise à Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

Ces activités, dépôts et installations seront examinés au cas par cas. M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du Pas de Calais notifiera alors au propriétaire concerné, les conditions à respecter pour la protection des captages -objet du présent arrêté- ainsi que le délai dans lequel il devra être satisfait à ces conditions ; ce délai ne pourra excéder 3 ans à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette notification pourra se faire si nécessaire, par arrêté préfectoral.

ARTICLE 10 :

En application du présent arrêté, le propriétaire d'une installation, activité ou dépôt réglementé, conformément à l'article 7 ci-dessus, doit avant tout début de réalisation faire part à Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de son intention, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau, ainsi qu'à son écoulement et aux milieux aquatiques associés ;
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

Une expertise hydrogéologique pourra éventuellement être prescrite par l'Administration et sera alors effectuée par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 11 : Contrôle Sanitaire

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique ; le contrôle de leur qualité ainsi que celui du fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel, seront assurés par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

ARTICLE 12 : Annexion au Plan Local d'Urbanisme (P.L.U)

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection sont annexées au plan local d'urbanisme dans les conditions définies aux articles L. 126-1 et R. 126-1 à R. 126-3 du code de l'urbanisme.

Le droit de préemption urbain prévu à l'article L. 1321-2 du code de la santé publique peut être institué même en l'absence de plan local d'urbanisme.

ARTICLE 13 : Informations des tiers - Publicité

Le présent arrêté sera :

- a) notifié à chacun des propriétaires des terrains concernés par le périmètre de protection rapprochée.
- b) publié à la Conservation des Hypothèques du département du Pas-de-Calais, dans un délai maximal de 2 mois et en particulier les servitudes inscrites en périmètres de protection.
- c) inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture du Pas-de-Calais.
- d) un avis de l'arrêté sera publié dans deux journaux locaux ou régionaux.

ARTICLE 14 : Délai de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.


Le délai de recours est de 2 mois pour le demandeur ou l'exploitant à compter de la notification de la présente décision et de 4 ans pour les tiers à compter de sa publication ou de son affichage.


ARTICLE 15 : Exécution

M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du Pas-de-Calais, M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales du Pas-de-Calais et Monsieur le Président du Syndicat Intercommunal de DANNES-CAMIERS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- M. le Maire de CAMIERS
- M. le Président du SI de DANNES-CAMIERS
- Mme la Sous-Préfète de MONTREUIL-SUR-MER
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
- M. le Directeur du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (Nord/Pas-de-Calais)
- M. le Directeur Régional de l'Environnement
- M. le Directeur Départemental de l'Equipeement
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- M. le Directeur de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie
- M. le Président de la Chambre d'Agriculture du Pas-de-Calais
- M. le Président du Conseil Général, DEAR, Bureau de l'Eau
- M. le Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE du BOULONNAIS
- M. DENUDT, Hydrogéologue Agréé en matière d'Hygiène Publique

ARRAS, le 5 JUIN 2007

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Patrick MILLE



P.J. : Plan de situation et Plan parcellaire

PERIMETRES DE PROTECTION DE CAPTAGES A.E.P.

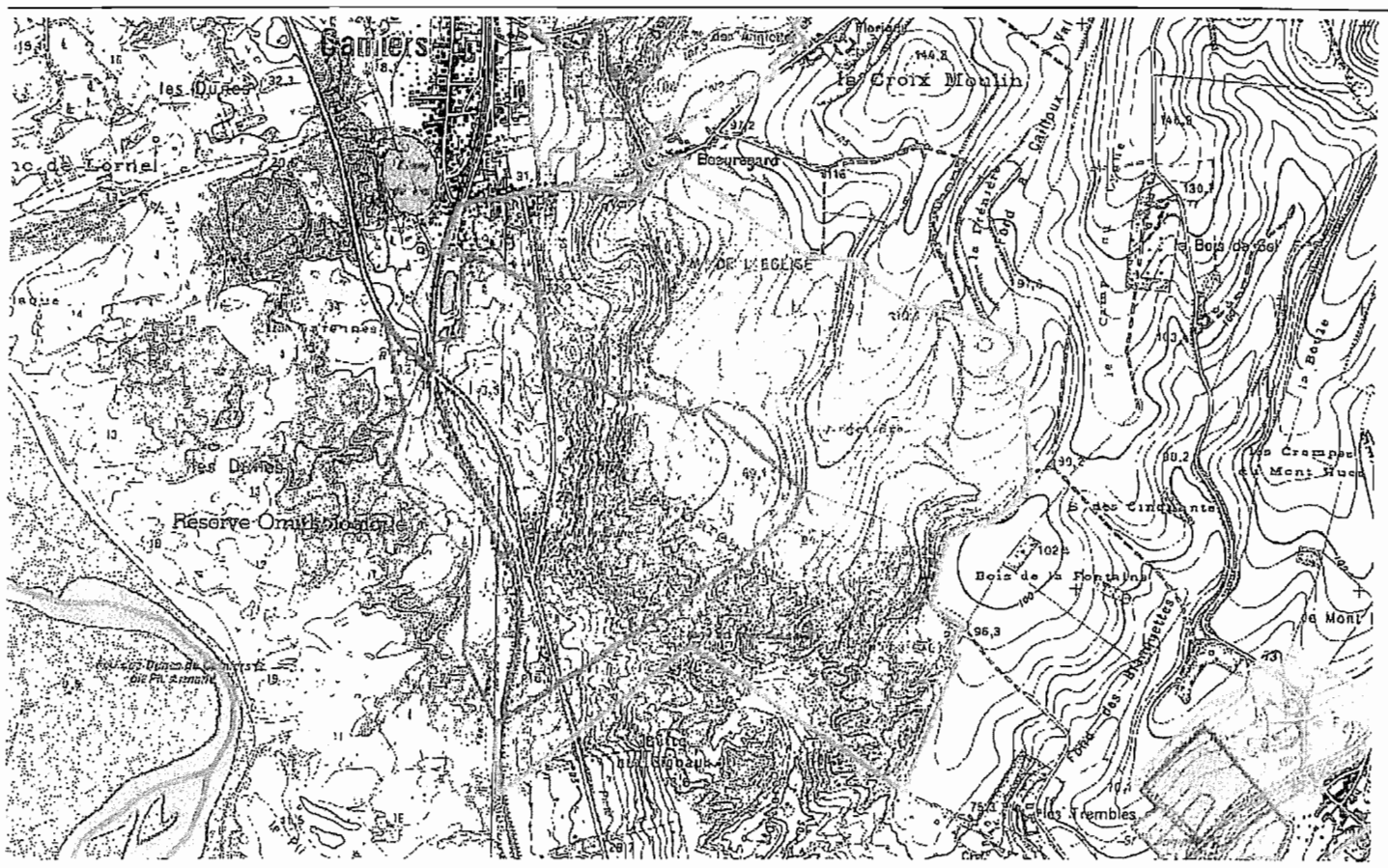
Commune de : CAMIERS 2 – maison dans la dune

N° B.R.G.M. : 00163X0081

Arrêté Préfectoral de DUP en date du 05 juin 2007

PLAN DE SITUATION

- Périumètre de protection rapprochée
Périumètre de protection éloignée





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS



Direction Départementale
de l'Agriculture et de la Forêt

Captage d'eau potable

du Syndicat Intercommunal de DANNES-CAMIER

sis sur le territoire de la commune de CAMIER, au lieu dit « LA CÔTE DANDAN »

ARRETE PREFECTORAL

Déclaration d'utilité publique concernant la dérivation des eaux souterraines et l'instauration de périmètres de protection autour du captage

Autorisation d'utilisation à des fins de consommation humaine

Autorisation de prélèvement au titre du Code de l'Environnement (livre II, titre 1^{er})

Le PREFET du PAS-DE-CALAIS,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU la délibération en date du 3 avril 1997 par laquelle le Syndicat Intercommunal d'Adduction et de Distribution d'Eau Potable de DANNES-CAMIER :

1°) sollicite la Déclaration d'Utilité Publique concernant la dérivation des eaux souterraines et l'instauration de périmètres de protection pour son installation de prélèvement d'eau de nappe, utilisée à des fins domestiques et située sur le territoire de la commune de CAMIER.

2°) prend l'engagement d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les préjudices directs matériels et certains qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux et l'instauration de servitudes autour des installations de prélèvements d'eaux souterraines.

VU les pièces des dossiers d'enquêtes produites à l'appui de la demande et notamment le rapport de fin de consultation des services en date du 7 mars 2006 ;

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L. 1321 et R. 1321 ;

VU le Code de l'expropriation ;

MISSION INTER SERVICES DE L'EAU

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le Code de l'Urbanisme ;

VU le Code de l'Environnement, notamment le livre II et les articles L 214 et L 215-13 ;

VU la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU la circulaire interministérielle du 8 janvier 1993 concernant l'application de l'article L 214-15 du Code de l'Environnement et relative aux périmètres de protection des captages des eaux destinées à l'alimentation humaine ;

VU la circulaire interministérielle du 2 janvier 1997 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine ;

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article L.214-3 du Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article L.214-2 du Code de l'Environnement, et notamment la rubrique 1.1.1 concernant le prélèvement d'eaux souterraines ;

VU le décret n° 2006-570 du 17 mai 2006 relatif à la publicité des servitudes d'utilité publique instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant le code de la Santé Publique ;

VU la circulaire n° 95-56 du 20 Juillet 1995 relative à l'annexion au Plan d'Occupation des Sols des servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 août 2006 prescrivant l'ouverture, dans la commune de CAMIERS, du 16 octobre 2006 au 10 novembre 2006 inclus, des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire ;

VU les résultats des enquêtes conjointes et les procès-verbaux du commissaire-enquêteur en date du 30 novembre 2006 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 5 avril 2007 ;

VU le porter à connaissance de M. le Président du Syndicat Intercommunal de DANNES-CAMIERS en date du 18 avril 2007 ;

VU l'absence de réponse du pétitionnaire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 06-10-50 du 12 juin 2006 portant délégation de signature :

CONSIDERANT :

- que l'avis du commissaire-enquêteur est favorable ;

- que la mise en place de périmètres de protection autour du captage d'eau potable de CAMIERS est indispensable à la préservation de la qualité de l'eau distribuée à la collectivité ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais et de Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt :

ARRETE

ARTICLE 1er : Déclaration d'Utilité Publique :

Sont déclarés d'utilité publique la dérivation des eaux souterraines et l'établissement de périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour du captage d'eau potable du Syndicat Intercommunal de DANNES-CAMIERS, situé à CAMIERS, au lieu dit « La Côte Dandan », tels qu'ils figurent sur le plan de délimitation et parcellaire ci-annexé.

ARTICLE 2 : Autorisation de prélèvement

2.1. Le Syndicat Intercommunal de DANNES-CAMIERS est autorisé à utiliser une partie des eaux souterraines recueillies dans ce captage, situé à CAMIERS lieu dit "La Côte Dandan", en vue de la consommation humaine.

2.2. Le prélèvement d'eau par le Syndicat Intercommunal de DANNES-CAMIERS ne pourra excéder :

50 m³/heure, 280 m³/jour, 65 000 m³/an

2.3. Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, le Syndicat Intercommunal de DANNES-CAMIERS devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le Ministre de l'Agriculture et de la Pêche sur rapport de Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du Pas-de-Calais.

2.4. Le Syndicat Intercommunal de DANNES-CAMIERS devra permettre à toute autre collectivité dûment autorisée par arrêté préfectoral d'utiliser les ouvrages visés par le présent arrêté en vue de la dérivation à leur profit de tout ou partie des eaux surabondantes.

Ces collectivités prendront à leur charge les frais d'installation et d'exploitation de leurs propres ouvrages.

ARTICLE 3 : Caractéristiques du point de prélèvement

Le point de prélèvement d'eaux souterraines déclaré d'utilité publique est repéré, sur la commune de CAMIERS par :

- le lieu-dit : La Côte Dandan ;
- son indice national : 16-3X-0002 ;
- ses coordonnées Lambert : X = 549.400 ; Y = 318,750 ; Z = + 60.000 EPD
- la parcelle cadastrale : section AH, parcelle n°111

L'ouvrage de captage d'eau a une profondeur totale de 54,15 m. La nappe captée est celle de la craie marneuse du Turonien et du Cénomani.

ARTICLE 4 :

Conformément à l'engagement pris par le Conseil Syndical dans sa séance du 3 avril 1997, le Syndicat Intercommunal de DANNES-CAMIERS devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

ARTICLE 5 : Dispositifs de mesure de suivi et d'amélioration de la distribution

Conformément à l'article L 214-8 du code de l'environnement, l'ouvrage devra être pourvu des moyens de mesure appropriés ; l'exploitant ou, à défaut, le propriétaire est tenu d'en assurer la pose et le fonctionnement. L'ouvrage sera par ailleurs équipé de telle sorte que la mesure des niveaux de la nappe puisse y être faite.

Les données correspondantes seront conservées 3 ans et fournies à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, en cas de demande.

Le Syndicat Intercommunal de DANNES-CAMIERS devra réaliser un état des lieux des consommations, de son réseau et de ses interconnexions avec d'autres réseaux. Ce bilan sera communiqué dans l'année qui suivra la notification du présent arrêté à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt et à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Il sera accompagné d'un programme de mesures à mettre en œuvre pour atteindre un rendement de 75 % du réseau si ce n'est pas déjà le cas et une sécurisation de l'approvisionnement en eau de l'ensemble de la population qu'il dessert notamment en cas de pollution ou en période d'étiage.

Conformément à l'article 15 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993, toute modification apportée, par le Syndicat Intercommunal de DANNES-CAMIERS à l'ouvrage, à son mode d'exploitation et à son affectation de nature à entraîner un changement notable des éléments, devra être portée, avant sa réalisation, à la connaissance de Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.

ARTICLE 6 : Périmètres de Protection

Compte tenu des résultats de l'expertise hydrogéologique et de la consultation administrative, la protection réglementaire du point d'eau peut être envisagée.

Ces mesures de protection sont établies conformément à l'article L.13-21 du Code de la Santé Publique. Elles sont définies comme suit, en fonction de la vulnérabilité de la nappe et du captage, ainsi que de l'environnement existant.

Au vu du rapport de l'hydrogéologue agréé en date du 5 août 2002, 3 périmètres de protection sont établis :

- | | |
|---|-------------------|
| - un périmètre de protection immédiate : | 0,15 ha environ. |
| - un périmètre de protection rapprochée : | 12,34 ha environ. |
| - un périmètre de protection éloignée : | 73,08 ha environ. |

ARTICLE 7 : Servitudes et mesures de protection

7.1 - A l'intérieur du périmètre de protection immédiate :

Il doit être acquis en pleine propriété, y compris le chemin d'accès, par le bénéficiaire de la Déclaration d'Utilité Publique, clôturé à une hauteur de 2 m, fermé à clé. Y sont interdits l'accès des personnes et toutes activités autres que celles nécessitées par l'entretien de l'ouvrage. La chambre de captage sera dotée d'un dispositif d'alerte anti-intrusive et d'une signalétique extérieure précisant le maître d'ouvrage, le nom de la commune d'implantation, la désignation du captage et le n°BRGM.

Dans ce périmètre sont interdits le stockage de produits (en particuliers hydrocarbures et phytosanitaires), matériels et matériaux même réputés inertes, l'épandage d'engrais, de produits chimiques ou phytosanitaires. L'aire de ce périmètre pourra être plantée d'arbustes ou d'arbres. Dans le cas où un transformateur électrique équiperait le captage, on vérifiera sa compatibilité avec le Règlement Sanitaire Départemental.

7.2 - A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée,

seront interdites les activités suivantes :

- le forage des puits autres que ceux nécessaires à l'extension du champ captant et à la surveillance de la qualité,
- l'ouverture, l'exploitation, le remblai de carrières ou d'excavations (profondeur limitée à 2 m),
- l'installation de dépôt, d'ouvrages de transport, de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux, notamment pour les hydrocarbures,
- l'épandage des lisiers, des sous-produits urbains et industriels,
- l'infiltration des eaux usées, d'origine domestique ou industrielle,
- le stockage permanent de matières fermentescibles, de fumier, d'engrais, de produits phytosanitaires, en dehors des installations classées existantes, quelles soient soumises au RSD (Règlement Sanitaire Départemental) ou aux ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement),
- l'implantation de nouvelles installations classées, agricoles ou industrielles,
- l'établissement de toutes nouvelles constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau,
- le camping, le stationnement de caravanes, la création et l'extension de cimetières, la création d'étangs,
- la création de nouvelles voies de communication à grande circulation, l'implantation de bassin d'infiltration d'eaux routières,
- le défrichement de parcelles boisées, le retournement des prairies permanentes sauf si elles sont compensées par l'utilisation systématiques de CIPAN - Cultures Intermédiaires Piège à Nitrates durant la période d'interculture hivernale.

sont réglementées les activités suivantes :

- le pacage des animaux de manière à ne pas détruire la couverture végétale,
- l'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail (à implanter au point le plus éloigné vis-à-vis du captage),
- la modification des voies de communication existantes ainsi que leurs conditions d'utilisation, de manière à éviter les déversements accidentels et l'arrivée des eaux de chaussées vers les périmètres de protection immédiate,
- pour les infrastructures existantes (habitations, locaux industriels, équipements collectifs) sont autorisées les extensions de confort (sanitaire, garage, véranda, terrasse, parking); le changement d'usage de ces infrastructures devra rester compatible avec l'enjeu de la protection de la ressource.

Dans ce périmètre, l'épandage d'engrais et de fumiers relève de l'application du code de bonnes pratiques agricoles et sera limité aux quantités directement utiles à la croissance des végétaux.

A noter qu'en périmètre de protection rapprochée la collectivité publique, bénéficiaire de l'autorisation de prélèvements, peut :

1 - en application de l'article R. 1321-13-3 du code de la Santé Publique, instituer un droit de préemption urbain prévu à l'article L. 1321-2, même en l'absence de plan local d'urbanisme.

2 - en application de l'article R. 1321-13-4, en tant que propriétaire, prescrire au preneur des modes d'utilisation du sol afin de préserver la qualité de la ressource en eau, à l'occasion du renouvellement des baux ruraux portant sur ces terrains, et notifier ces prescriptions au preneur dix-huit mois au moins avant l'expiration du bail en cours.

7.3 - A l'intérieur du périmètre de protection éloignée :

La réglementation générale devra être appliquée avec une particulière vigilance vis-à-vis des Installations, Ouvrages, Travaux, Activités (IOTA) susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau distribuée, en particulier les IOTA interdites ou réglementées en périmètre de protection rapprochée.

Dans ce périmètre, l'épandage d'engrais, de fumiers et de lisiers relève de l'application du code de bonnes pratiques agricoles et sera limité aux quantités directement utiles à la croissance des végétaux.

7.4. Mesures d'Accompagnement dans le cadre de la mise en œuvre de ces mesures de protection au sein des périmètres de protection :

En outre, la bonne implantation hydrogéologique du captage ne doit pas masquer sa vulnérabilité. Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre de ces mesures de protection, sont prescrites, en tenant compte des recommandations de l'Hydrogéologue Agréé en Matière d'Hygiène Publique, les opérations suivantes :

1. **traitement de l'eau** : un système de désinfection automatique sera mis en place.
2. **chambre de captage** : la mise en conformité sera entreprise ; margelles du puits ; capot de protection ; robinet de puisage pour prélèvement de contrôle ; étanchéité de la tête de forage ; aération ; peinture et propreté ; équipement d'un dispositif d'alerte anti-intrusive.
3. **Stockage de produits dangereux pouvant altérer la qualité des eaux souterraines** : un recensement et la vérification des installations existantes (cuve à fuel notamment) seront entrepris, complétés le cas échéant de mise aux normes de sécurisation (cuvelage étanche, détecteur de fuite).
4. **Assainissement** : mise en conformité effective de l'assainissement collectif des habitations existantes au sein du Périmètre de Protection Rapprochée.
5. **Volet agricole** : Une campagne de sensibilisation à vocation agronomique sera mise en place à l'initiative du pétitionnaire pour préciser au sein des périmètres l'application du code des bonnes pratiques culturales, la maîtrise des pollutions diffuses d'origine agricole, la maîtrise de la fertilisation et de l'utilisation des produits phytosanitaires ; l'implantation éventuelle de CIPAN (Cultures Intermédiaires Piège à Nitrates), les recommandations de stockage (betteraves, fumiers), ainsi que l'actualisation des plans d'épandage, notamment vis-à-vis de l'exclusion des boues de la station d'épuration de la ville de CAMIERS sur les parcelles AH 94, 120 et AE 47, 50, 51, 52, 53 et 54.
A ce titre le pétitionnaire pourra solliciter la Chambre d'Agriculture du Pas-de-Calais pour réaliser cette démarche sous forme de journées d'animation
6. **Gestion du site d'intérêt communautaire FR 31100483 inclus dans les périmètres de protection** :
Les propriétaires du site de Natura 2000 devront veiller à ce que les opérations sur les périmètres de protection respectent les modalités de gestion présentes et à venir du site protégé.

ARTICLE 8 :

Les opérations citées à l'alinéa I de l'article 7 du présent arrêté, ainsi que celles citées à l'alinéa IV de l'article 7 du présent arrêté dont il sera dressé procès-verbal par M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt seront effectuées par les soins de M. le Président du Syndicat Intercommunal de DANNES-CAMIERS.

ARTICLE 9 :

Les installations, activités et dépôts visés à l'article 7 du présent arrêté existant dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée à la date du présent arrêté seront recensés par les soins de Monsieur le Président du Syndicat Intercommunal de DANNES-CAMIERS et la liste en sera transmise à Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

Ces activités, dépôts et installations seront examinés au cas par cas. M. Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du Pas de Calais notifiera alors au propriétaire concerné, les conditions à respecter pour la protection des captages -objet du présent arrêté- ainsi que le délai dans lequel il devra être satisfait à ces conditions ; ce délai ne pourra excéder 3 ans à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette notification pourra se faire si nécessaire, par arrêté préfectoral.

ARTICLE 10 :

En application du présent arrêté, le propriétaire d'une installation, activité ou dépôt réglementé, conformément à l'article 7 ci-dessus, doit avant tout début de réalisation faire part à Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de son intention, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau, ainsi qu'à son écoulement et aux milieux aquatiques associés ;
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

Une expertise hydrogéologique pourra éventuellement être prescrite par l'Administration et sera alors effectuée par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 11 : Contrôle Sanitaire

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique ; le contrôle de leur qualité ainsi que celui du fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel, seront assurés par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

ARTICLE 12 : Annexion au Plan Local d'Urbanisme (P.L.U)

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection sont annexées au plan local d'urbanisme dans les conditions définies aux articles L. 126-1 et R. 126-1 à R. 126-3 du code de l'urbanisme.

Le droit de préemption urbain prévu à l'article L. 1321-2 du code de la santé publique peut être institué même en l'absence de plan local d'urbanisme.

ARTICLE 13 : Informations des tiers - Publicité

Le présent arrêté sera :

- a) notifié à chacun des propriétaires des terrains concernés par le périmètre de protection rapprochée.
- b) publié à la Conservation des Hypothèques du département du Pas-de-Calais, dans un délai maximal de 2 mois et en particulier les servitudes inscrites en périmètres de protection.
- c) inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture du Pas-de-Calais.
- d) un avis de l'arrêté sera publié dans deux journaux locaux ou régionaux.

ARTICLE 14 : Délai de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le demandeur ou l'exploitant à compter de la notification de la présente décision et de 4 ans pour les tiers à compter de sa publication ou de son affichage.

ARTICLE 15 : Exécution

M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du Pas-de-Calais, M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales du Pas-de-Calais et Monsieur le Président du Syndicat Intercommunal de DANNES-CAMIERES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- M. le Maire de CAMIERS
- M. le Président du S.I. de DANNES-CAMIERES
- Mme la Sous-Préfète de MONTREUIL-SUR-MER
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
- M. le Directeur du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (Nord/Pas-de-Calais)
- M. le Directeur Régional de l'Environnement
- M. le Directeur Départemental de l'Equipeement
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- M. le Directeur de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie
- M. le Président de la Chambre d'Agriculture du Pas-de-Calais
- M. le Président du Conseil Général, DEAR, Bureau de l'Eau
- M. le Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE du BOULONNAIS
- M. DENUDT, Hydrogéologue Agréé en matière d'Hygiène Publique

ARRAS, le 5 JUIN 2007

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Patrick MILLE



P.J. : Plan de situation et Plan parcellaire

PERIMETRES DE PROTECTION DE CAPTAGES A.E.P.

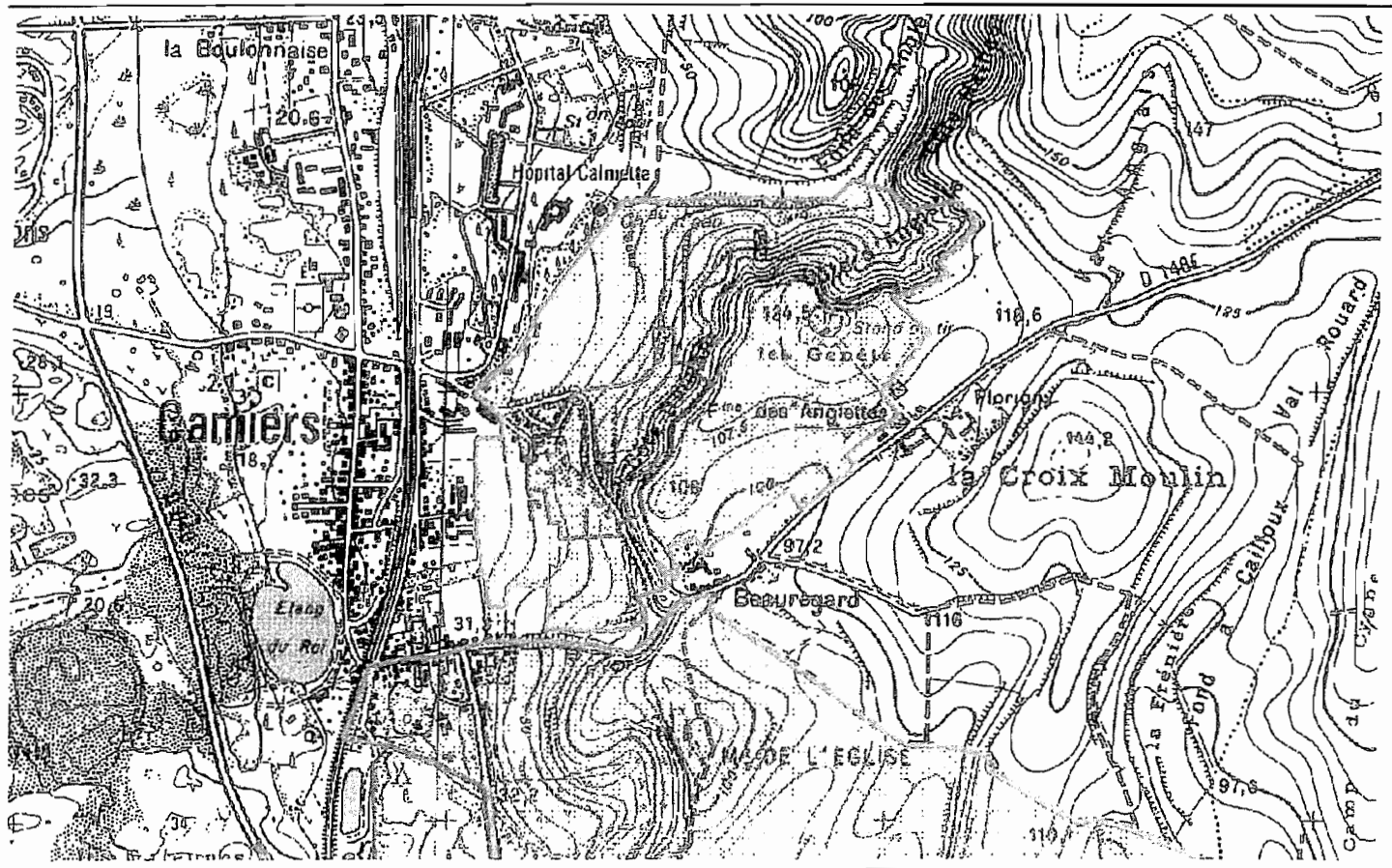
Commune de : CAMIERS 1 – côte Dandan

N° B.R.G.M. : 00163X0002

Arrêté Préfectoral de DUP en date du 05 juin 2007

PLAN DE SITUATION

- Périumètre de protection rapprochée
- - - Périumètre de protection éloignée



DÉFENSE INCENDIE

L'article L. 2212-2 du Code des Collectivités Territoriales stipule que la municipalité est responsable de la lutte contre l'incendie.

Elle doit veiller à ce que des points d'eau correspondant aux besoins de défense contre l'incendie des habitations et des activités industrielles soient implantés au fur à mesure de l'évolution de l'urbanisation.

La commune doit entretenir les installations de lutte contre l'incendie.

Le règlement du PLU prévoit un certain nombre de règles facilitant l'accès et la mise en œuvre des moyens de secours et de lutte contre l'incendie.

La circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951 définit les besoins en eau pour la lutte contre l'incendie en fonction des risques à défendre. À proximité de tout risque moyen, un minimum de 120 m³ utilisables en 2 heures doit être disponible. Le réseau de distribution doit comporter des poteaux d'incendie de 100 mm d'un débit minimal de 17 l/s sous une charge d'au moins un bar. Suivant le risque, les poteaux doivent être espacés de 200 à 300 m.

Les poteaux ou bouches d'incendie doivent être conformes aux normes NFS.61.211, NFS 61.213, NFS 61.200

Les articles 18 et 19 du règlement de mise en œuvre opérationnelle du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Pas-de-Calais précisent notamment que :

- la commune doit contrôler les points d'eau
- la commune doit établir, à ses frais, un plan topographique où figurent les établissements particuliers (installations classées, établissement recevant du public, grands établissements agricoles ou autres présentant des risques...)

Les ressources minimales en eau, nécessaires à la lutte contre l'incendie en zone urbanisable, préconisées par le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Pas de Calais sont reprises ci-après.

Les bâtiments à usage d'habitation sont soumis aux dispositions de l'arrêté du 31 janvier 1986.

Les établissements recevant du public sont soumis aux dispositions l'article R. 123-24 du code de la construction et de l'habitation.

Les établissements classés sont soumis aux dispositions de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976, de son décret d'application n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

I- SITUATION ACTUELLE

La défense incendie de Camiers est assurée par un réseau constitué de 55 hydrants (Poteaux et bouches d'incendies) implantés sur le réseau d'eau potable et dispersés sur l'ensemble du territoire.

Les hydrants sont des appareils de sécurité qui doivent être installés conformément aux normes en vigueur (NFS 61-213, 61-211 et 62-200), et périodiquement contrôlés et entretenus.

Les performances hydrauliques des installations doivent respecter les exigences de la réglementation :

- hydrants de diamètre 100mm : 60m³/h sous une pression résiduelle de 1 bar
- hydrants de diamètre 150mm : 120m³/h sous une pression résiduelle de 1 bar

Le rapport du Centre d'Incendie et de Secours d'Etaples, datant du 22 mars 2004, montre que 13 hydrants apparaissent non conformes : 5 sont non normalisés, c'est-à-dire présentant une pression résiduelle inférieure à 60m³/h ou une pression résiduelle inférieure à 1 bar (route d'Etaples/rue du Vieux Mont ; Rue de l'Eglise, Résidence les printemps au rond point ; Rue du Vieux Moulin face Boulevard de Sainte-Cécile ; Route de Boulogne face domaine des mésanges) ; un dont l'ouverture est difficile (Rue du Vieux Moulin face n°68) deux dont l'ouverture est impossible (Grande rue face n°82 ; Boulevard des avocettes face résidence des avocettes) ; un dont le carré de manœuvre est cassé et l'ouverture impossible (Allée des bouvreuils/ allée des cormorans)

II- SITUATION FUTURE

Le groupe de travail s'est attaché à ce que chacune des zones d'urbanisation future soit desservie, en périphérie, par un réseau de capacité suffisante de manière à ce que la sécurité incendie, interne à la zone, puisse être assurée correctement.



CENTRE DE SECOURS D'ETAPLES SUR MER

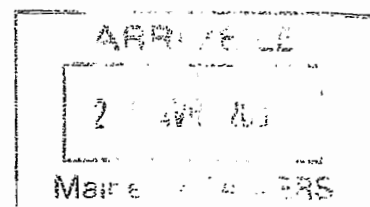
Nos Références : CD.04.03.130.FH/SD
Objet : CAMIERS- Défense contre l'Incendie

Etaples, le 10/04/04

Lieutenant HERAULT Fabien

Chef du C.I.S ETAPLES SUR MER

A
Monsieur le Maire
De CAMIERS



J'ai l'honneur de vous transmettre le compte rendu des essais de points d'eau implantés sur votre Commune. Ces essais sont réalisés annuellement par le Service Départemental d'Incendie et de Secours dans un cadre purement prévisionnel.

En effet, ils participent à la connaissance du secteur d'intervention du Centre d'Incendie et de Secours, permettent l'actualisation de la cartographie opérationnelle et indiquent le niveau de la Défense contre l'Incendie (D.C.I.) existant.

Ces dispositions n'interfèrent en rien les pouvoirs de police du Maire de la Commune ; en effet, l'article 2212-2 alinéa 5 du Code Général des Collectivités Territoriales précise qu'il appartient entre autres de prévenir et de faire cesser les incendies.

Il revient ainsi au Maire de veiller au fonctionnement et à l'existence de points d'eau en nombre suffisant, conformes à la circulaire n° 465 du 10 Décembre 1951 (fixant les règles de la Défense Contre l'Incendie dans les Communes urbaines et rurales) et aux normes NFS 62213, 62211, 62200.

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours reste toutefois à votre disposition pour toute étude de renforcement et questions relatives à la Défense contre l'Incendie.

Enfin, toute implantation nouvelle de points d'eau, toute indisponibilité même momentanée et par conséquent toute remise en service doivent être signalées au Centre d'Incendie et de Secours.

Le Chef du Centre d'Incendie et de
Secours d'Etaples/Mer

Copie à :

- Monsieur le Chef du Groupement Territorial
- Monsieur le Chef du Groupement des Moyens Opérationnels
- Monsieur le Président de la Société concessionnaire de distribution des eaux

CODIFICATION DES ANOMALIES DECELEES SUR LES HYDRANTS (liste non exhaustive)

CODE	OBSERVATIONS	CONFORMITE	PRESCRIPTIONS
1	Ouverture impossible	NC	Entraîne l'indisponibilité de l'appareil
2	Non normalisé	NC	Entraîne l'indisponibilité de l'appareil
3	Ouverture difficile	C	Possibilité de retard dans l'alimentation des engins-pompes. Risque de rupture de la tige du régulateur.
4	Débit insuffisant	NC	
5	Pression dynamique inférieure à 0,6 bar	NC	
6	Carré de manœuvre cassé	NC	Entraîne l'indisponibilité de l'appareil
7	Fermé sous trottoir	NC	Entraîne l'indisponibilité de l'appareil
8A	Demi-raccord détérioré (P.I.)	NC	Entraîne l'indisponibilité de l'appareil
8B	Raccord détérioré (B.I.)	NC	
8C	Nettoyer le puisard	NC	Cela peut détériorer le matériel incendie, en l'occurrence les pompes
9A	Fuite sur le chapeau (P.I.)	C ou NC	A réparer. Selon l'importance de la fuite, cela entraîne l'indisponibilité de l'appareil
9B	Fuite au régulateur (B.I.)	C ou NC	
9C	Absence de signalisation	C	Difficultés de repérage / Stationnement abusif
10A	Manque la protection (P.I.)	C	A remplacer
10B	Coffre détérioré (B.I.)	C	
11A	Manque le ou les bouchon(s) (P.I.)	C	
11B	Couvercle détérioré (B.I.)	C	Cela peut occasionner des accidents aux piétons et de ce fait, rend la commune responsable.
11C	Tampon de regard brisé	C	
12	Absence de vidange colonne	C	
13	Dégager l'hydrant	C	Ex : débroussailler
14	Défectueux	NC	S'il y a plusieurs anomalies, cela entraîne L'indisponibilité de l'appareil

C = conforme – NC = non conforme

Groupement III

CIS: Etaples

Commune:

CAMIERS

Date de la vérif.

22/03/04

Essai réalisé Par: (Nom et Grade)

1

Hagnere S

-

Girard P

—

[illegible]

Groupement III

CIS: Etaples

Commune: Lymington

Date de la vérif.

22/03/04

Essai réalisé Par: (Nom et Grade)

Hagnere S

Girard P

nature du point d'eau (PI;BL...)	N°	Implantation	Volume en M3 + réalimentation	Q Gueule Béc (m3/h)	PS (bar)	PD (bar)	Conformité	Observations*
PA	CA8	Rue des usines res cité cote d'opale		64	3,2	0,4		
	CA12	Rue du vieux moulin face ecole		104	4,2	2,4	C	
	CA13	Rue du vieux moulin, face n°68		68	3,2		NC	
	CA14	Rue du vieux moulin, face Bd de Ste Cécile		57	3,8		NC	
	CA15	Route de Boulogne face domaine des mésanges		52	3,8		NC	
	CA21	Le clos symphonie						
	CA46	Chemin des Bateaux / maison d'opale		215	4,8	3,4	C	
	CA47	Bd Ste Gabriel		179	4,6	3,6	C	
	CA48	Entrée camping des dunes		104	5	3,6	C	
PA	CA49	Chemin des Bateaux face n° 343		58	5,2	3,2	C	

* à compléter en fonction de la codification reprise dans le tableau joint

Groupement III

CIS: Etaples

Commune: Camille

57e C.C.C.I.

Date de la vérif.

25/03/04

Essai réalisé Par: (Nom et Grade)

- LECESNE Herbert
- BOURIEZ Ludovic
-

nature du point d'eau (PI;BI...)	N°	Implantation	Volume en M3 + réalimentation	Q Gueule Bée (m3/h)	PS (bar)	PD (bar)	Conformité	Observations
	CA50	Chemin des Bateaux / allée des crocus		56	5,2		NC	
	CA51	Chemin des Bateaux près de l'allée des jacinthes		56	5,2		NC	
	CA52	Allée des jacinthes / allée des Glaïeuls		53	4,8		NC	
	CA53	Allée des églantines face rue Glycines		65	5,2	1,2	C	
	CA54	Rue des lilas Bd de Lille		75	4,8	1,8	C	
	CA55	Allée des églantines avant le virage		82	4,7	1,8	C	
	CA31	Allée des grèbes face n°599		137	4,4	3,4	C	
	CA32	Allée des Bécassines / allée des Grèbes		137	4	3	C	
	CA33	Allée des bécassines allée des lithornes		134	4	3	C	
	CA34	Allée des morillon allée des tadornes		250	4,6	3,6	C	
	CA35	Allée des morillons chemin des Bateaux		270	4,8	3,8	C	

à compléter en fonction de la codification reprise dans le tableau joint

Groupement III

CIS: Etapes

Commune: Camien

STA Cecilio

Date de la vérif.

25/03/04

Essai réalisé Par: (Nom et Grade)

LECESNE Herbert

BOURIEZ Ludovic

nature du point d'eau (PI;BI...)	N°	Implantation	Volume en M3 + réalimentation	Q Gueule Bée (m3/h)	PS (bar)	PD (bar)	Conformité	Observations*
	CA36	Allée des vanneaux		180	4,4	2,8	C	
	CA37	Bd des courlis		190	4,4	3,4	C	
	CA38	Allée des sternes allée des chevaliers		120	4,2	3	C	
	CA39	Allée des chevaliers		90	4	2,4	C	
	CA40	Allée des bernaches		72	4,6	1,2	C	
	CA41	Allée des colverts		180	4,4	3,8	C	
	CA42	Bd des avocettes face res les avocettes					NC	
	CA43	Bd des avocettes rue des bouvreuils		95	4,8	2,8	C	
	CA44	Bd des avocettes Av de Ste Cécile		93	4,5	2,2	C	
	CA45	Allée des bouvreuils allée des cormorans					NC	1 etc
	CA68	Allée des bouvreuils		85	4,2	3,2	C	

* à compléter en fonction de la codification reprise dans le tableau joint

Groupe III

CIS: Etaples

Commune:

Sainte-Cécile

Date de la vérif.

25/03/04

Essai réalisé Par: (Nom et Grade)

LECESNE Herbert

BOURIEZ Ludovic

nature du point d'eau (PI;BL...)	N°	Implantation	Volume en M3 + réalimentation	Q Gueule Bée (m3/h)	PS (bar)	PD (bar)	Conformité	Observations*
	CA59	Allée des Azalés face n°339		52	5,2		NC	
	CA60	Place de Ste Cécile rue des Lys		125	5,2	3,4	C	
	CA61	Esplanade rue des myosotis		94	5,2	3,2	C	
	CA62	Rue des myosotis		94	5,2	3	C	
	CA63	Rue de calais rue de Cambrai		190	5,2	4	C	
	CA64	Av de valenciennes rue de Cambrai		80	5,2	2	C	
	CA65	Rue de Cambrai rue des garennes		180	5,2	3,8	C	
PA	CA67	Res des garennes		90	5,2	4	C	
	CA56	Avenue de Sainte Cécile angle Avenue des Eglantines		140	4,6	3,2	C	
	CA57	Avenue de Sainte Cécile angle Rue de Rocquigny		222	5	4,2	C	
	CA 58	Allée des Azalés		88	4,8	1,4	C	

à compléter en fonction de la codification reprise dans le tableau joint

CODIFICATION DES ANOMALIES DECELEES SUR LES HYDRANTS (liste non exhaustive)

CODE	OBSERVATIONS	CONFORMITE	PRESCRIPTIONS
1	Ouverture impossible	NC	Entraîne l'indisponibilité de l'appareil
2	Non normalisé	NC	Entraîne l'indisponibilité de l'appareil
3	Ouverture difficile	C	Possibilité de retard dans l'alimentation des engins-pompes. Risque de rupture de la tige du régulateur.
4	Débit insuffisant	NC	
5	Pression dynamique inférieure à 0,6 bar	NC	
6	Carré de manœuvre cassé	NC	Entraîne l'indisponibilité de l'appareil
7	Fermé sous trottoir	NC	Entraîne l'indisponibilité de l'appareil
8A	Demi-raccord détérioré (P.I.)	NC	Entraîne l'indisponibilité de l'appareil
8B	Raccord détérioré (B.I.)	NC	
8C	Nettoyer le puisard	NC	Cela peut détériorer le matériel incendie, en l'occurrence les pompes
9A	Fuite sur le chapeau (P.I.)	C ou NC	A réparer. Selon l'importance de la fuite, cela entraîne l'indisponibilité de l'appareil
9B	Fuite au régulateur (B.I.)	C ou NC	
9C	Absence de signalisation	C	Difficultés de repérage / Stationnement abusif
10A	Manque la protection (P.I.)	C	A remplacer
10B	Coffre détérioré (B.I.)	C	
11A	Manque le ou les bouchon(s) (P.I.)	C	
11B	Couvercle détérioré (B.I.)	C	Cela peut occasionner des accidents aux piétons et de ce fait, rend la commune responsable.
11C	Tampon de regard brisé	C	
12	Absence de vidange colonne	C	
13	Dégager l'hydrant	C	Ex : débroussailler
14	Défectueux	NC	S'il y a plusieurs anomalies, cela entraîne L'indisponibilité de l'appareil

C = conforme – NC = non conforme

Groupement III

CIS: Etaples

Commune:

CAMIERS

Date de la vérif.

22/03/04

Essai réalisé Par: (Nom et Grade)

—

Hagnere S

1

Girard P

1

[illegible]

Groupement III

CIS: Etaples

Commune: Lumley

Date de la vérif.

22/03/04

Essai réalisé Par: (Nom et Grade)

Hagnere S

Girard P

nature du point d'eau (PI;BL...)	N°	Implantation	Volume en M3 + réalimentation	Q Gueule Béc (m3/h)	PS (bar)	PD (bar)	Conformité	Observations
PA	CA8	Rue des usines res cité cote d'opale		64	3,2	0,4		
	CA12	Rue du vieux moulin face ecole		104	4,2	2,4	C	
	CA13	Rue du vieux moulin, face n°68		68	3,2		NC	
	CA14	Rue du vieux moulin, face Bd de Ste Cécile		57	3,8		NC	
	CA15	Route de Boulogne face domaine des mésanges		52	3,8		NC	
	CA21	Le clos symphonie						
	CA46	Chemin des Bateaux / maison d'opale		215	4,8	3,4	C	
	CA47	Bd Ste Gabriel		179	4,6	3,6	C	
	CA48	Entrée camping des dunes		104	5	3,6	C	
PA	CA49	Chemin des Bateaux face n° 343		58	5,2	3,2	C	

* à compléter en fonction de la codification reprise dans le tableau joint

Groupement III

CIS: Etaples

Commune: Camille

57e Cécilia

Date de la vérif.

25/03/04

Essai réalisé Par: (Nom et Grade)

- LECESNE Herbert
- BOURIEZ Ludovic
-

nature du point d'eau (PI;BI...)	N°	Implantation	Volume en M3 + réalimentation	Q Gueule Bée (m3/h)	PS (bar)	PD (bar)	Conformité	Observations
	CA50	Chemin des Bateaux / allée des crocus		56	5,2		NC	
	CA51	Chemin des Bateaux près de l'allée des jacinthes		56	5,2		NC	
	CA52	Allée des jacinthes / allée des Glaïeuls		53	4,8		NC	
	CA53	Allée des églantines face rue Glycines		65	5,2	1,2	C	
	CA54	Rue des lilas Bd de Lille		75	4,8	1,8	C	
	CA55	Allée des églantines avant le virage		82	4,7	1,8	C	
	CA31	Allée des grèbes face n°599		137	4,4	3,4	C	
	CA32	Allée des Bécassines / allée des Grèbes		137	4	3	C	
	CA33	Allée des bécassines allée des lithornes		134	4	3	C	
	CA34	Allée des morillon allée des tadornes		250	4,6	3,6	C	
	CA35	Allée des morillons chemin des Bateaux		270	4,8	3,8	C	

à compléter en fonction de la codification reprise dans le tableau joint

Groupement III

CIS: Etapes

Commune: CAMBING

STA Cecilio

Date de la vérif.

25/03/04

Essai réalisé Par: (Nom et Grade)

LECESNE Herbert

BOURIEZ Ludovic

nature du point d'eau (PI;BI...)	N°	Implantation	Volume en M3 + réalimentation	Q Gueule Bée (m3/h)	PS (bar)	PD (bar)	Conformité	Observations*
	CA36	Allée des vanneaux		180	4,4	2,8	C	
	CA37	Bd des courlis		190	4,4	3,4	C	
	CA38	Allée des sternes allée des chevaliers		120	4,2	3	C	
	CA39	Allée des chevaliers		90	4	2,4	C	
	CA40	Allée des bernaches		72	4,6	1,2	C	
	CA41	Allée des colverts		180	4,4	3,8	C	
	CA42	Bd des avocettes face res les avocettes					NC	
	CA43	Bd des avocettes rue des bouvreuils		95	4,8	2,8	C	
	CA44	Bd des avocettes Av de Ste Cécile		93	4,5	2,2	C	
	CA45	Allée des bouvreuils allée des cormorans					NC	1 etc
	CA68	Allée des bouvreuils		85	4,2	3,2	C	

* à compléter en fonction de la codification reprise dans le tableau joint

Groupe III

CIS: Etaples

Commune:

Sainte-Cécile

Date de la vérif.

25/03/04

Essai réalisé Par: (Nom et Grade)

LECESNE Herbert

BOURIEZ Ludovic

nature du point d'eau (PI;BL...)	N°	Implantation	Volume en M3 + réalimentation	Q Gueule Bée (m3/h)	PS (bar)	PD (bar)	Conformité	Observations*
	CA59	Allée des Azalés face n°339		52	5,2		NC	
	CA60	Place de Ste Cécile rue des Lys		125	5,2	3,4	C	
	CA61	Esplanade rue des myosotis		94	5,2	3,2	C	
	CA62	Rue des myosotis		94	5,2	3	C	
	CA63	Rue de calais rue de Cambrai		190	5,2	4	C	
	CA64	Av de valenciennes rue de Cambrai		80	5,2	2	C	
	CA65	Rue de Cambrai rue des garennes		180	5,2	3,8	C	
PA	CA67	Res des garennes		90	5,2	4	C	
	CA56	Avenue de Sainte Cécile angle Avenue des Eglantines		140	4,6	3,2	C	
	CA57	Avenue de Sainte Cécile angle Rue de Rocquigny		222	5	4,2	C	
	CA 58	Allée des Azalés		88	4,8	1,4	C	

à compléter en fonction de la codification reprise dans le tableau joint

Groupement III

CIS: Etaples

Commune:

Sainte-Cécile

Date de la vérif.

25/03/04

Essai réalisé Par: (Nom et Grade)

LECESNE Herbert

BOURIEZ Ludovic

[illegible]

Groupement III

CIS: Etaples

Commune:

Sainte-Cécile

Date de la vérif.

25/03/04

Essai réalisé Par: (Nom et Grade)

LECESNE Herbert

BOURIEZ Ludovic

[illegible]

ASSAINISSEMENT

I- GESTION DU RESEAU

Le syndicat Mixte d'Assainissement et de Gestion de l'Épuration de Dannes Camiers assure le service d'assainissement des communes de Dannes et de Camiers. La gestion de ce service a été confiée à Véolia Eau-Compagnie Générale des Eaux par Dannes-Camiers dans le cadre du contrat de type affermage en date du 9 Août 2003.

II- SITUATION ACTUELLE

I- 1 Le réseau de collecte de la commune

En 2006, le réseau de collecte présentait un linéaire total de 45,4 km dont 19 postes de relèvement, et 734 regards de visite. Le réseau de collecte se décompose en 40 254 mètres de réseaux d'eaux usées gravitaires et 5 190 mètres de canalisations de refoulement.

	Réseau EU (km)	Canalis. de refoulement (km)	Total réseau (km)	Regards (unité)	Canalisation gravitaire (km)
Camiers	40,2	5,2	45,4	734	4,02

Le réseau de collecte est de type séparatif, il collecte les eaux usées, les eaux pluviales et unitaires.

Le territoire communal est assaini à plus de 96%, seule une partie du secteur de Sainte-Cécile (soit 7% de la station balnéaire) et certaines habitations isolées notamment au niveau des fermes sur le plateau, ne dispose pas encore d'assainissement collectif, celui-ci sera mis en place dans le court terme. Pour ces habitations non desservies par un assainissement collectif, un système d'assainissement individuel existe.

A l'heure actuelle, la commune n'a pas connaissance de la réalisation d'un plan de zonage d'assainissement sur son territoire.

En 2006, à Camiers, le nombre de clients, était de 2 970. Celui-ci ne cesse d'augmenter depuis 2002.

Evolution du nombre de clients

Année	2002	2003	2004	2005	2006
Clients	2509	2577	2661	2815	2970
Evolution	+8,33%	+2,7%	+3,3%	+5,8%	+5,5%

I- 2 L'usine de dépollution

I-21 Localisation

Les volumes collectés par le réseau d'assainissement sont traités à l'usine de dépollution de Dannes-Camiers située à 700 m au nord-nord-ouest au lieu-dit « le Val des sablons ». Elle a une capacité nominale de 16 000 équivalent-habitant sur la base de 60g de DBO5 par jour et par habitants.

I-22 Evaluation des charges hydrauliques et de pollution de la station

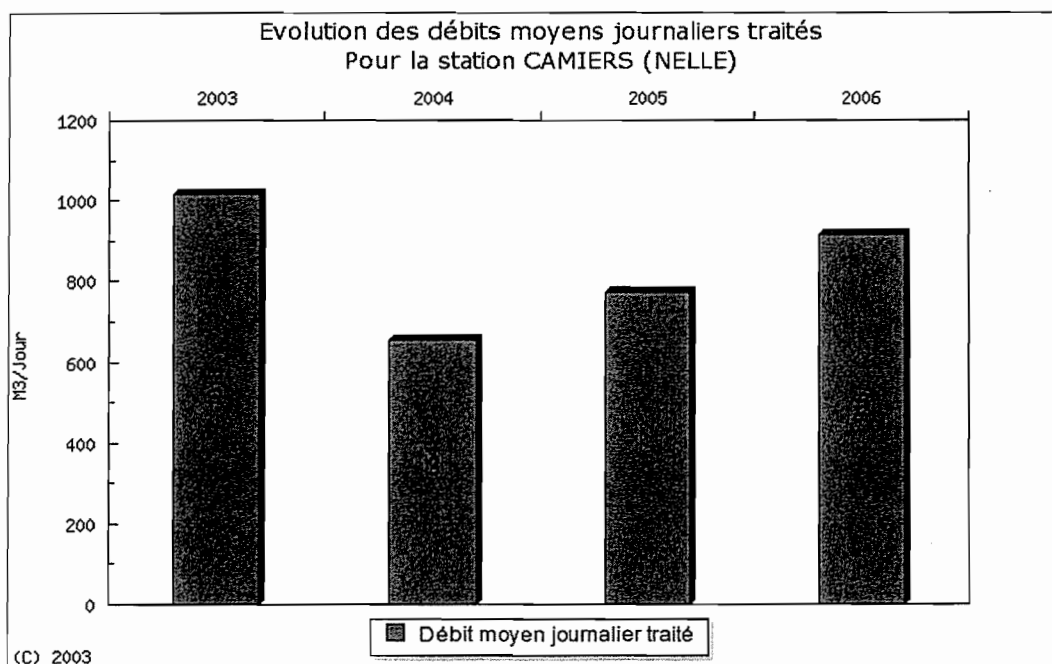
Les normes en charges hydrauliques et de pollution pour cette station d'épuration sont les suivantes :

Pollution	DBO5	DCO	MES	Nr(NK)	Pt
Flux nominal journalier (Kg/j)	440	-	730	158	34

Les charges hydrauliques et de pollution de la station d'épuration sont les suivantes :

	Effluents (kg/j)	Rejet (kg/j)	Rendement épuratoire moyen %	Concentration Sortie (mg/l)	Norme (mg/l)
DCO	599	39	93	58	90
DBO5	326	17	95	22	30
MES	244	11	95	16	30
NK	76	10	86	12	/
NGL	76	34	55	36	15
Pt	10	2	76	3	/

Les volumes arrivés à l'usine s'élèvent à 282 252 m³ pour l'année 2006, soit un débit moyen de 773 m³/jour.



Les données fournies par l'Agence de l'eau Artois-Picardie, montre une augmentation du débit moyen journalier traité depuis 2004.

I-23 Boues et sous-produits

↳ Les boues

Les analyses effectuées sur les boues d'épuration de l'usine en valeur agronomique, métaux lourds et micropolluants organiques n'ont montré aucun dépassement des normes imposées pour l'épandage agricole.

↳ Les sous produits

L'évacuation des sables sera réalisée après l'obtention de l'autorisation de mise en décharge du CET de Dannes.

Les interventions de curage sur le réseau à l'aide d'hydrocureurs afin d'assurer le libre écoulement des eaux usées et des eaux pluviales dans les ouvrages de collecte et de transport génèrent des résidus et sous produits de curage. Ils sont transportés à l'usine d'épuration de Boulogne sur Mer pour être lavés sur l'unité de traitement des sables et matières de curage afin d'être valorisés en remblaiement de tranchées ou d'être envoyés en décharge sur le site de Dannes.

Les résidus de dessablage sont évacués directement par bennes vers la décharge de Dannes. Les résidus de dégraissage sont collectés par camion, déposés et concentrés à l'usine d'épuration de Boulogne sur Mer avant leur évacuation vers la décharge de Dannes.

ORDURES MENAGERES

I – LA COLLECTE en porte à porte

La gestion des déchets est une compétence transférée à la Communauté de Communes Mer et Terres d'Opale.

En ce qui concerne les ordures ménagères ordinaires, il s'agit d'un ramassage hebdomadaire. Ce ramassage devient bihebdomadaire pour Ste Cécile durant la période du 1^{er} Avril au 30 Septembre. Leur traitement est réalisé par Netrel Sita nord.

Les déchets de plage font l'objet d'une collecte mécanique en saison touristique, sur les plages de Sainte-Cécile et Saint-Gabriel.

La collecte des encombrants a, quant à elle, une fréquence mensuelle. Les ordures ménagères ordinaires et les encombrants sont acheminés vers le centre de traitement des déchets urbains de la commune de Dannes et vers le centre d'enfouissement Technique de la Caloterie à l'Ouest de Montreuil.

En 2003, le volume de déchets ménagers et d'encombrants collectés sur l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes correspond à 21 207 tonnes.

La collecte sélective s'effectue une fois par semaine, en porte à porte sur les emballages ménagers, les déchets verts, le verre, les journaux et les magazines.

Les emballages ménagers, les journaux et les magazines sont acheminés au Centre de tri de Beaurainville, exploité par la société Sita. Les déchets triés sont ensuite conditionnés avant leur départ pour les usines de recyclage.

Les déchets verts collectés (tonte de pelouses, déchets d'égailage d'arbre, matières organiques d'origines végétales, sciure de bois) sont traités par la Société Agri Opale à Cucq qui utilise le processus de compostage.

II – LA COLLECTE par apport volontaire

En complément de la collecte sélective, une collecte par apport volontaire est assurée par l'intermédiaire d'une déchetterie implantée rue de l'église à Camiers, ouverte toute la semaine hormis le dimanche après-midi. Les habitants peuvent y déposer les gravats, les encombrants, les cartons, les ferrailles, les batteries et les piles, les huiles alimentaires, et les déchets végétaux. Des bennes spécifiques sont prévues pour recueillir ces déchets. Ces derniers font l'objet d'un marché spécialisé par type de déchets de ramassage et de valorisation.

En 2003, sur l'ensemble du territoire de la Communauté de Commune, la collecte sélective ainsi que la collecte par apport volontaire permet le ramassage de 2708 tonnes d'emballages ménagers / journaux magazines, de 2682 tonnes de verre et de 2688 tonnes de déchets végétaux, soit 8078 tonnes de déchets.

III – SITUATION FUTURE

Un schéma de valorisation et de traitement des déchets ménagés et assimilés sur le littoral, dont la commune fait partie, est en cours de réalisation.

EAUX PLUVIALES

I. ANALYSE TOPOGRAPHIQUE

Le village de Camiers présente des variations d'altitude avec :

- pour sa partie ouest, caractérisée par la présence du plateau crayeux, une altitude moyenne de 100 m ayant pour points culminants à 144 m au niveau de la croix du moulin et 114 m au mont de l'église.

- plus on s'étend vers l'ouest en direction du littoral au sein du milieu dunaire, plus l'altitude tend à la diminution pour avoisiner les 0 au front de mer.

II. LES PRINCIPAUX AXES D'ÉCOULEMENT

D'après une étude hydraulique réalisée pour la protection du captage 0016-3X-0081F, en 2004, l'écoulement des eaux se fait en direction de dépressions naturelles qui infiltrent les eaux de ruissellement.

Le village de Camiers et la station balnéaire de Sainte Cécile ne constituent donc pas une zone d'accumulation des eaux de pluies au regard des principaux axes naturels d'écoulement des eaux pluviales.

III. OCCUPATION DU SOL

Le plateau crayeux est caractérisé par une occupation des sols essentiellement culturale.

Au niveau du lieu dit « les Garennes » et à l'ouest et aux abords de la RD 148, l'occupation du sol est caractérisée par des espaces boisés sur sol sableux.

IV. LA GESTION DES EAUX PLUVIALES SUR LA COMMUNE

La commune dispose de plusieurs dispositifs permettant de stocker les eaux de pluies :

- la RD 940 dispose d'un collecteur d'assainissement pluvial à son intersection avec la route menant au centre de Camiers. On y distingue une grille avaloir au point bas de la chaussée ayant pour exutoire un collecteur pluvial diamètre 300 qui achemine ses eaux de l'autre côté de la chaussée en direction du ruisseau de Camiers.
- Un bassin de stockage des eaux de ruissellement de l'autoroute A16
- Un collecteur pluvial de voie ferrée (sous le pont) qui rejoint le ruisseau de Camiers
- Un système d'assainissement séparatif (eaux usées, eaux pluviales)

La commune ne dispose pas de zonage d'assainissement eaux pluviales.